

MOTION D'ORIENTATION DU PARTI ADOPTÉE PAR LE

CONGRES DE L'UNITE

EPINAY-sur-SEINE les 11-12-13 juin 1971

-:-

En fonction des analyses contenues en particulier dans les motions K (Objectif 72, Vie Nouvelle), P. (C.E.R.E.S.), et L. (Mermaz-Pontillon) sur l'état et l'évolution de la société française et des relations internationales, au-delà des différences d'appréciation qui se sont manifestées au cours du Congrès; il est clair qu'une majorité existe dans le parti:

- pour mener à bien la rénovation de l'action politique en France;
- pour exclure toute stratégie de troisième force.

Une question fondamentale doit encore être tranchée par le Congrès: celle qui concerne le contenu de l'unité et, dans le cadre de l'union de toute la gauche, les rapports avec le Parti Communiste français. Le contenu de l'unité est une question décisive. L'idée dont il faut partir, c'est qu'on ne mettra pas en place un gouvernement de gauche durable et, à fortiori, la construction socialiste en partant d'en haut, c'est-à-dire en se contentant d'utiliser dans un sens socialiste l'appareil d'Etat, même renforcé.

L'illusion, aujourd'hui, est de croire qu'il soit possible à la gauche d'occuper le pouvoir pour y procéder à des réformes démocratiques et d'améliorer la condition des travailleurs sans toucher, au coeur du système actuel, le pouvoir dans l'entreprise.

Ce qui sera déterminant, ce sera que les masses prennent les plus larges responsabilités dans la construction du socialisme. A cet effet, la première tâche d'un gouvernement de gauche sera d'organiser, conformément aux principes du Plan d'Action Socialiste, le pouvoir effectif des travailleurs dans l'entreprise, ce qui implique le développement immédiat de leur formation civique et politique.

Une autre question essentielle est celle qui concerne les rapports avec le P.C.F. Le dialogue avec le Parti Communiste ne doit pas être mené à partir de thèmes imprécis d'un débat idéologique. Il portera sur les problèmes concrets d'un gouvernement ayant mission d'amorcer la transformation socialiste de la société. La discussion d'un tel accord est le seul moyen de poser sérieusement, au delà de l'immédiat, les questions fondamentales de la démocratie socialiste.

Le Parti engagera cette discussion sur la base d'un programme de gouvernement dont il déterminera les termes dans un Conseil National extraordinaire qui sera convoqué au début de mars 1972. L'accord sera conclu lorsque le Parti jugera que les communistes auront manifesté dans leur pratique politique autant que par les réponses qu'ils donneront aux questions posées une détermination à tenir leurs engagements égale à la sienne. Il est évident que les communistes devront s'engager dans cet accord à apporter des réponses claires et publiques aux questions concernant la souveraineté nationale, les libertés démocratiques et notamment à se soumettre à la volonté du peuple telle que l'exprime le suffrage universel.